

Minnelijke schikking : Straf zonder proces ?

Frank Hutsebaut

ANTWOORD OP RECHTSVRAAG 5.

I. De feiten

1.1. Een korte samenvatting van de rechtsvraag verschenen in Jura Falconis nr. 1, van de jaargang 1975-1976, kan hier volstaan.

Aan een slager, recidivist op dit gebied, te Nijvel, die betrapt wordt op toevoeging van sulfiet aan verkochte vleeswaren, wordt door het parket te Nijvel voor inbreuk op art. 3 van de wet van 20 juni 1964 (wet betreffende het toezicht op voedingswaren, of — stoffen en andere produkten — Staatsblad 10 juli 1964) een minnelijke schikking aangeboden die door de slager aanvaard en betaald wordt. Enkele verbruikers van deze vleeswaren, weliswaar na suggestie van een verbruikersorganisatie, leggen echter klacht neer bij de onderzoeksrechter en stellen zich meteen burgerlijke partij. Over de feiten zelf is er geen betwisting en na onderzoek dient de raadkamer te beslissen of er voldoende bezwaren bestaan om de slager naar de correctionele rechtbank te verwijzen.

1.2. De stellingen van de partijen zijn de volgende.

Openbaar Ministerie : de publieke vordering is uitgedoofd wegens het betalen van de door mijn ambt gedane minnelijke schikking. De burgerlijke partijstelling is trouwens onontvankelijk want de «zgn. Benadeelden» tonen hun schade niet aan.

Burgerlijke partijen : het voorstel tot minnelijke schikking is onwettelijk (art. 10 van de wet van 20 juni 1964) dus de publieke vordering is alleszins niet uitgedoofd. De raadkamer mag geen oordeel vellen over de schade.

De verdediging : sluit zich aan bij het openbaar ministerie. Bovendien stelt zij dat zelfs indien de minnelijke schikking onwettelijk was, dat niet haar zaak is. Ik heb betaald en me nu nog vervolgen, houdt een schending in van de rechten van de verdediging.

1.3. Op 31 januari 1975 had men zich burgerlijk partij gesteld en op 24 april 1975 volgt dan de beschikking van de raadkamer van de recht-

(1) Deze feiten worden ook beschreven in het informatieblad van de verbruikersorganisatie VIVEC, nr. 116, januari 1976.

bank van eerste aanleg te Nijvel. We nemen enkel de motivering over, in de taal van de rechtspleging.

II. De beschikking (2)

Attendu que les victimes d'un délit qui se prétendent lésées par le délit, en se constituant parties civiles devant le juge d'instruction mettent l'action publique en mouvement (Cass. 10.2.1973, Pas. 103, 28 mai 1908, I 185) ;

Attendu que pour être reçu à se constituer partie civile devant la juridiction répressive, il suffit aux termes de l'article 63 du Code d'Instruction Criminelle, qu'on puisse se prétendre lésé par l'infraction, c'est à dire qu'on justifie qu'on a pu être victime de l'infraction (Cass. 19 juillet 1939, Pas. I 353) ;

Attendu que si l'action publique est en mouvement, la Chambre du Conseil n'a pas à connaître d'une fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt : c'est le juge du fond qui est seul compétent pour connaître après débat contradictoire et public des droits pécuniaires de la partie civile (des, lisez) (Cass. 18 mai 1908, Pas I 192) ;

Attendu que dans son réquisitoire, Monsieur le Procureur du Roi considère que l'action publique est éteinte par l'acquiescement de la transaction proposée par son office (en, lisez) à l'inculpé en date du 10 janvier 1975 ;

Attendu que les parties civiles soutiennent que la transaction proposée était illégale ;

Attendu qu'aux termes de l'article 10-1^o de la Loi du 20 juin 1964, l'introduction d'additifs non autorisés est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 5.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement ;

Attendu que la procédure dite de transaction a été introduite dans la législation nationale par l'arrêté royal du 10 janvier 1935 ;

Attendu que l'arrêté royal n° 7 du 21 juin 1939 a rendu la transaction applicable à toute infraction de la compétence du Procureur du Roi punissable, soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, ou trois mois, si le délinquant n'avait pas été antérieurement condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement non conditionnel, soit de l'une et l'autre de ces peines ;

Attendu que le rapport au Roi précédant cet arrêté s'exprime comme suit «Il est souhaitable d'éviter une longue énumération de toutes les infractions auxquelles la procédure de transaction sera applicable. Il est semble-t-il préférable de déterminer les délits pour lesquels la transaction sera possible, par le maximum de la peine qui leur sera applicable. L'art. 180 ajouté au Code d'Instruction Criminelle par l'article 4 de l'arrêté, dispose que la transaction pourra être offerte lorsque le délit est punissable soit d'amende seulement, soit de l'une et de l'autre de ces peines ;

Attendu dès lors que l'arrêté royal de 1939 n'autorisait la transaction que lorsque le fait n'était pas susceptible d'être puni d'une peine d'emprisonnement supérieur à un mois ou à trois mois dans certains cas ;

Attendu que l'arrêté royal n° 7 est devenu caduc après la guerre ;

Attendu que la Loi du 7 juin 1949, art. 3 formant l'article 180 du Code d'Instruction Criminelle a rétabli purement et simplement l'arrêté royal du 21 juin 1939 ;

Attendu que les travaux parlementaires et les débats parlementaires établissent que la transaction pénale n'a été rétablie que pour les délits de petite envergure punissable soit d'une amende soit d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas un mois (Chambre, session 47/48 D 468-689 — Sénat, session 48/49, D 290 — Déclaration du rapporteur, M. Declercq, Séance du 18 mai 1949) ;

Attendu qu'il a d'ailleurs fallu une loi spéciale pour permettre la transaction pénale

(2) Deze beslissing werd niet gepubliceerd. Sommige uittreksels zijn te vinden in hoger genoemd informatieblad.

en matière d'infractions prévues par les articles 418 et 420 du Code Pénal punissables d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de cinquante à cinq cents francs, *ou d'une de ces peines seulement* (Documents parlementaires, Chambre, session 1956-57, n° 599, Sénat, session 1957-1958, n° 69) ;

Attendu qu'il ressort de l'ensemble de ces éléments que sauf en cas d'infractions aux articles 418 et 419 du Code Pénal, le Procureur du Roi ne peut proposer de transaction lorsque le maximum de l'emprisonnement dépasse un mois ou trois mois dans certains cas ;

Attendu qu'il suit de là que la proposition de transaction du 10 janvier 1975 était irrégulière ;

Attendu que la transaction acceptée par le délinquant n'est susceptible d'aucun recours, ni devant la juridiction pénale, ni devant la juridiction civile (*Appel Bruxelles, 23 décembre 1953, Pas. 1955, II 106*) ;

Attendu qu'il va de soi que la Chambre du Conseil est incompétente pour prononcer la nullité d'une transaction illégale ;

Attendu que lorsque la transaction a été acceptée et exécutée mais proposée en violation des conditions légales, les opinions divergent ;

Attendu que certains refusent au Ministère Public la possibilité de faire revivre l'action publique parce que la transaction acceptée et exécutée a un caractère définitif et absolu et que ce serait compromettre les droits de la défense celui qui ayant transigé de bonne foi ne peut plus être en mesure de réunir les éléments nécessaires à son acquittement (*Marchal et Jaspar — Droit Criminel, T II, 2953, Pol Gand 13.3.1962, R W 1962, col 609 — Note Messine V 600 R.C.J.B. 1972, p. 73*) ;

Attendu que d'autres se fondant sur les termes très explicites du rapport au Roi précédent l'Arrêté Royal du 10 janvier 1935 estiment que le droit de poursuivre reste entier (*Appel Gand, 8.12.1962, R.G.A.R. 1964, n° 7265, IX 985*) ;

Attendu que ce rapport s'exprime de la manière suivante : « Il pourrait arriver qu'un officier du Ministère Public, se méprenant sur la réalisation de l'une ou l'autre de ces conditions, en ignorant, par exemple, qu'un dommage a été causé à autrui, adressât à tort au contrevenant l'invitation prévue et que ce dernier fit le versement proposé. *Un paiement effectué dans ces conditions n'étendrait pas l'action publique.* Le droit de poursuite resterait entier, sous réserve, évidemment de restitution éventuelle de la somme versée. De même, la partie lésée conserverait tous ses droits et notamment, celui de porter son action soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction répressive »

Attendu que les auteurs du texte de l'arrêté royal sont également les auteurs du texte (de l'arrêté royal, lisez) du rapport au Roi ; qu'il doit être admis, dès lors, que ce rapport précise la volonté du législateur et fixe la limite du mécanisme de l'extinction de l'action publique ;

Attendu, au surplus, que ce qui est nul et de nullité évidemment absolue ne peut produire aucun effet juridique c'est là un principe général du droit et la transaction pénale ne peut y échapper (Da Garre — Le contrat de transaction n° 258) ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la proposition de transaction de Monsieur le Procureur du Roi, bien qu'acceptée et exécutée, n'a pas éteint l'action publique et que les parties civiles pouvaient mettre l'action publique en mouvement ;

Attendu que le délai est de nature à être puni par des peines correctionnelles aux termes de l'article 10-1° de la Loi du 20 juin 1964 ;

Attendu qu'il existe des charges suffisantes ;

PAR CES MOTIFS,

Vu l'article 130 du Code d'Instruction Criminelle ; l'article unique § XV de la Loi du 25 octobre 1919, les articles 11 à 13, 16, 21, 31 à 37, 40 à 42 de la Loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Renvoie l'inculpé prénommé dans le réquisitoire ci-contre devant le Tribunal de police correctionnelle, du chef de la prévention libellée audit réquisitoire ;

...

III. De gestelde rechtsvraag

III.1. De rechtsvraag die gesteld werd was zich in de plaats te stellen van de voorzitter van de raadkamer te Nijvel en een beschikking te maken waarin het probleem beslecht werd, dit zo gemotiveerd mogelijk en met verwijzingen naar de rechtsleer en de rechtbank aangaande het probleem.

Drie antwoorden kwamen binnen, twee uit de licentie en een uit de eerste kandidatuur. Slechts één ervan (Etienne HUYGHENS, tweede licentie), voldoet volledig aan de gestelde voorwaarden, nl. het opstellen van de beschikking. Het antwoord van Ludo DEPREE is meer een stuk theorie dan een beschikking maar heeft wel dit voor dat er op de verschillende argumenten wordt ingegaan. Het laatste antwoord (Serge TESSEUR, eerste kand.), is zeer kort en spijtig genoeg foutief en weinig gemotiveerd. Dit doet echter niets af aan het feit dat het lovenswaardig is dat ook mensen uit de eerste kandidatuur zich aan een antwoordje wagen.

III.2. Verschillende juridische problemen rijzen op : moet iemand werkelijk bewijzen dat hij schade geleden heeft om klacht in te dienen bij de onderzoeksrechter en zich burgerlijke partij stellen, wanneer is een minnelijke schikking wettelijk en welke zijn de sankties ten aanzien van een minnelijke schikking die onwettelijk is, meer speciaal wat zijn de gevolgen ten aanzien van de publieke vordering en dus ten aanzien van de verdachte, welke problematiek opent zich inzake rechten van de verdediging. Aan deze verschillende thema's zullen we kort enkele beschouwingen wijden vanuit de gegeven antwoorden en vanuit de beslissing zoals ze ons voorligt.

III.3. De instelling van de minnelijke schikking werd in het Belgische recht ingevoerd door het K.B. van 10 januari 1935 (3). Men zoekt tevergeefs naar redenen van crimineel beleid die deze invoering rechtvaardigen. Het rapport aan de Koning stelt zeer duidelijk dat de invoering geschiedde met andere bedoelingen «à savoir la réduction des frais de justice et le désencombrement des tribunaux» (4). De toenmalige minister van justitie speelde hiermee in op het recht dat aan de Koning was toegekend om de wetten op de bevoegdheid en de rechtsvordering in strafzaken te wijzigen in functie van besparingen in de rechtsbedeling, gezien de vereisten van economisch en financieel herstel van het land (5). Oorspronkelijk waren de mogelijkheden beperkt : het misdrijf moest tot de bevoegdheid behoren van de politierechtbank, er mocht geen enkele schade

(3) Staatsblad van 13 januari 1935.

(4) Verslag aan de Koning, *Pas.* 1935, p. 6.

(5) BEKAERT, H., De historische ontwikkeling van de afdoening buiten proces in de Belgische strafvordering, *Recht in Beweging*, deel I, p. 23 e.v. ; MESSINE, J., La nature juridique de la transaction en matière répressive, in *R.C.J.B.*, 1972, p. 56 e.v.

zijn, de procureur des Konings zou enkel een geldboete, of een geldboete en een verbeurdverklaring kunnen vorderen, de rechtbank of de onderzoeksrechter mochten nog niet gevat zijn (6). Gezien de goede resultaten (7), werd niet getalmd om de toepassingsmogelijkheden te verruimen tot wat nu de art. 166 en 180 geworden zijn (8). Ook in tal van bijzondere wetten heeft men de procedure van minnelijke schikking voorzien (9). De minnelijke schikking is een belangrijk instrument van rechtshandhaving geworden. Nochtans kan de vraag geopperd worden of dit instrument voldoende waarborgen biedt voor de individuele verdachte en voor de burger in het algemeen. Maar keren we eerst terug naar onze slager te Nijvel.

III. 4. Ontvankelijkheid van de burgerlijke partijstelling.

Elkeen die beweert door een misdrijf of een wanbedrijf te zijn benadeeld kan daarover bij de bevoegde onderzoeksrechter klacht doen en zich burgerlijke partij stellen (10). De stelling van het openbaar ministerie in casu was dat de burgerlijke partijstelling onontvankelijk was omdat de «*zgn.*» benadeelden geen schade bewezen.

Men wilde hier duidelijk suggereren dat het om een opgezet spel ging van de verbruikersorganisatie. Nochtans waren de klagers klanten van de slager die het bewuste vlees verkocht had. Serge TESSEUR stelde in zijn antwoord dat er geen schadelijders zijn vermits de personen die zich burgerlijk part stellen, geen schade geleden hebben en dus ook geen enkel belang konden doen gelden. Ook Ludo DEPREE meent te moeten konkluderen dat er een vermoeden bestaat van een gebrek aan persoonlijk belang. Eventueel kan er wel een «*sociaal belang*» bestaan «*wat gelijkvalt met het belang in strafrechterlijke beteugeling als bescherming van dit sociaal belang*» Hij voegt er aan toe dat «*de vordering door de rechtbank zal worden afgewezen omdat er in hoofde van die partij geen persoonlijke schade bestaat*».

Keren we terug tot art. 63 van het wetboek van strafvordering: eerst en vooral dient degene die «*beweert*» dat hij benadeeld werd door een

(6) Verslag aan de Koning, *Pas.* 1935, p. 6.

(7) Verslag aan de Koning, *Pas.* 1935, p. 256 zegt: «*Cette procédure a donné d'excellents résultats*». Zie trouwens de interessante statistieken geciteerd door FETTWEIS, A., *Procédure sommaire en matière répressive. Transaction sur l'action publique ou condamnation sans débats, Ann. Fac. Dr. Liège*, 1958, p. 341 e.v.

(8) De voornaamste wijzigingen zijn de volgende: het K.B. van 21 juni 1939 maakte de minnelijke schikking mogelijk voor de misdrijven strafbaar met een geldboete of een gevangenisstraf van ten hoogste 1 maand (3 in sommige gevallen). De wetten van 7 juni 1949 en 30 december 1957 brachten volgende nieuwigheden: er mag schade zijn, doch deze moet definitief vergoed zijn, het bedrag moet minimaal fr 100,— bedragen, de minnelijke schikking wordt toepasselijk gemaakt voor de misdrijven vallende onder de art. 418 en 420 (onopzettelijke doding of toebrenging van lichamelijk letsel).

(9) Zie het overzicht bij Messine, J., *o.c.*, p. 60-64.

(10) Art. 63 wetboek van Strafvordering.

misdrijf, zijn schade niet onmiddellijk te bewijzen. M.a.w. het bewijs van die schade is geen ontvankelijkheidsvereiste van de stelling als burgerlijke partij. Het is de feitenrechter die later de werkelijkheid van de schade zal beoordelen en welke de eventuele schadevergoeding is. De belangrijkste in casu is dus dat de raadkamer daarover niet kan en niet mag oordelen. Zij zou daardoor haar bevoegdheid te buiten gaan. Door de klacht met burgerlijke partijstelling bij de onderzoeksrechter is de publieke vordering in gang gezet en «*si celle-ci est mise en mouvement, la chambre du conseil n'a pas à connaître d'une fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt ; c'est le juge du fond qui est seul compétent pour connaître après débats contradictoires et publiques, (sur une question d'intérêt civile qui ne peut être jugée autrement), des droits pécuniaires de la partie civile*» (11). Deze stelling werd meermaals door het Hof van Cassatie bevestigd (12).

III.5. Wettelijkheid van de minnelijke schikking.

Serge TESSEUR gaat op dit belangrijkste argument van de klachtdoende burgerlijke partij niet in. Ludo DEPPE en Etienne HUYGHENS wel en het dient gezegd dat de motivering van deze laatste zeer mooi is en kwasi volledig overeenstemt met de beschikking zoals ze hoger werd afgedrukt. De wet van 20 juni 1964 betreffende het toezicht op voedingswaren of — stoffen en andere produkten (13) bepaalt in art. 10 de straffen die opgelegd kunnen worden aan de overtreders van deze wet. Deze straffen lopen van een gevangenisstraf van één maand tot een jaar en een geldboete van fr 100,— tot fr 5.000,— of een dezer straffen alleen. Art. 180 van het wetboek van strafvordering laat een minnelijke schikking echter slechts toe als het misdrijf strafbaar is hetzij met een geldboete, hetzij met een gevangenisstraf van ten hoogste een maand (of drie maanden als de dader voorheen nooit is veroordeeld tot een criminele of een niet-voorwaardelijk correctionele gevangenisstraf). Het is dus overduidelijk dat het voorstel tot minnelijke schikking aan de slager gedaan door het openbaar ministerie geen enkele wettelijke basis heeft. De beschikking motiveert zeer uitvoerig en verwijst o.m. naar het feit dat een speciale wet nodig was (14) om de minnelijke schikking mogelijk te maken voor de misdrijven voorzien door art. 418 en 420.

Tot hiertoe is het duidelijk dat er twee voorwaarden niet vervuld waren opdat het openbaar ministerie wettelijk een voorstel tot minnelijke schikking kon doen, zoals Ludo DEPPE zeer juist opmerkt : de voorziene straf-

(11) Conclusie van JANSSENS, P.G.M., voor Cass. 18 mei 1908, *Pas.*, 1908, I, 185.

(12) Cass. 10 februari 1913, *Pas.*, I, 103 ; Cass. 21 mei 1928, *Pas.*, I, 164 ; Cass. 19 juli 1939, *Pas.*, I, 353.

(13) Staatsblad 10 juli 1964.

(14) Het tweede lid van art. 180 werd in die zin gewijzigd bij het enige art. van de wet van 30 december 1957 (Staatsblad 13-14 januari 1958).

fen sluiten de toepasselijkheid uit en er is mogelijk schade veroorzaakt. Wat zijn nu echter de gevolgen voor de publieke vordering en voor de slager van dit niet-naleven van de wet door het openbaar ministerie.

III.6. Gevolgen van de onwettelijkheid van de minnelijke schikking.

Het probleem is het volgende : als een minnelijke schikking — waarbij alle wettelijke voorwaarden in acht werden genomen — aanvaard en uitgevoerd wordt, dan vervalt de publieke vordering. Vraag is echter of a contrario de publieke vordering niet gedoofd is als blijkt dat de minnelijke schikking — die aanvaard en uitgevoerd wordt — niet voldoet aan alle voorwaarden. De rechtspraak en de rechtsleer is dienaangaande verdeeld. De eenen houden vol, en dit schijnt de huidige strekking in de rechtspraak te zijn, dat als één der wettelijke vereisten niet vervuld is, bijv. de schade is niet vergoed, een minnelijke schikking was niet mogelijk, er werd niet betaald binnen de wettelijke termijn, de publieke vordering niet vervallen is (16). De politierechtbank van Gent heeft echter deze opvatting betwist in een vonnis van 13 maart 1962 waarbij zij zich steunde op de theorie van het gerechtelijk kontrakt. De minnelijke schikking is een kontrakt dat tot stand komt zoals in alle kontrakten, door een voorstel en een aanname, wat als gevolg heeft dat het openbaar ministerie dit kontrakt niet eenzijdig vermag te verbreken (17). De raadkamer te Nijvel houdt zich buiten het debat maar gebruikt een tekstargument, verwijzend naar het verslag aan de Koning dat het K.B. van 10 januari 1935 voorafgaat en waarin uitdrukkelijk gesteld wordt dat bij niet-naleving van de voorwaarden, bijv. door een vergissing van het parket, de uitvoering van de minnelijke schikking de publieke vordering niet aantast (18). Ook Etienne HUYGHENS volgt hetzelfde tekstargument. Ludo DEPREE leidt terecht dezelfde konklusie af uit een a contrario redenering vanuit de art. 166 en 180.

III.7. Rechten van de verdediging.

Een laatste argument dat opgeworpen werd door de verdediging is dat er hier een schending van de rechten van de verdediging gebeurde doordat, als de slager vervolgd werd, hij niet meer alle elementen kon verzamelen om zijn vrijspraak te bekomen. Wellicht aanzag hij zelf zijn betaling als een bekentenis. Dit wordt in de rechtspraak ten stelligste gekontesteerd (19) — betaling is geen impliciete bekentenis — en het is m.i. niet zo dat, zoals

(15) Cass 22 oktober 1969, *Pas.*, 1969, I, 188 ; Cass. 20 juni 1972, *Pas.*, 1972, I, 980.

(16) Zie de verwijzingen aangehaald in de beschikking ; Verder VERSEE, Th., in *A.P.R.*, Tw. Minnelijke Schikking, 1954, p. 70-71 ; SCHUIND, *Traité de Droit Criminel*, uitg. 1936, p. 400 ; SIMON, *Commentaar van het Wetboek van Strafvordering*, Boek II, Titel I, Hoofdstuk I ; VAN HOUDT, C.J., *Strafvordering*, I, Gent 1974, p. 137 ; Cass. 31 oktober 1939, *Pas.*, I, 451, *Arr. Cass.*, 1939, 218.

(17) Pol. Gent, 13 maart 1962, *R.W.* 1962-63, kol. 609-610.

(18) Verslag aan de Koning, *Pas.* 1935, p. 6.

(19) BRAAS, *Précis de Procédure pénale*, T. I, n° 170^{bis} ; VERSEE, Th., o.c., p. 341.

Ludo DEPREE suggereert dat door «*in te gaan op de minnelijke schikking en geen verweer op te stellen, de slager toegeeft dat hij geen elementen ten zijnen voordele kan invoeren*». De betaling kan inderdaad om opportuniteitsredenen gebeuren (20). Over eventuele vrijspraak zal de feitenrechter ten gronde oordelen.

Een andere oplossing voorstellen lijkt ons onhoudbaar. Het zou soms al te gemakkelijk zijn het openbaar ministerie te misleiden door bijv. te verklaren dat er geen slachtoffers waren. Een minnelijke schikking zou in dat geval eventueel voorgesteld worden, niettegenstaande de wettelijke voorwaarden niet vervuld zijn, tengevolge van onjuiste verklaringen van de verdachte. Het geval heeft zich voorgedaan voor het Hof te Gent dat op deze specifieke problematiek niet ingaat maar zeer lakoniek beslist dat, vermits de voorwaarden niet vervuld zijn, het verval van de publieke vordering niet kan aangenomen worden (21).

IV. Slotbeschouwing

IV.1. Bij wijze van summier besluit nog het volgende : vanuit het oogpunt van besparing werd in de Belgische strafrechtsbedeling een procedure ingevoerd waarover men zich ernstig vragen kan stellen naar de «*behoorlijkheid*» ervan. Het kan niet ontkend worden dat door de procedure van minnelijke schikking besparingen worden gedaan, dat strafzaken vlug worden afgehandeld en dat er een «*vereenvoudiging van de gerechtelijke ritus*» tot stand komt (22). Anderzijds kan en mag men niet voorbijgaan aan de ernstige bezwaren die deze procedure oproept. Gaat het op van over strafrechtstoepassing in zekere zin te «*marchanderen*» waarbij aan het openbaar ministerie een beoordelingsrecht wordt toegekend, waarvan men niet kan ontkennen dat het zich daardoor een werkelijk rechtsprekende functie toeëigent en waarbij de verdachte afstand doet van de rechtsbescherming die het openbaar debat hem voor de rechter biedt. Het kan dan ons inziens ook niet ontkend worden dat de procedure van minnelijke schikking, hoe praktisch ze ook moge wezen, in feite afbreuk doet aan fundamentele principes van ons strafrecht en strafvordering en aan het openbaar ministerie machten toekent die buiten «*de sfeer liggen van haar grondwettelijke attributen*» (23).

Wij sluiten ons dan ook aan bij hen die een pleidooi houden voor het invoeren van een soort korte rechtspleging waardoor even snel en doeltreffend, maar door de strafrechter, een oordeel kan geveld worden over lichte misdrijven (24). Een voorbeeld kan genomen worden aan de Franse

(20) Zie het geval besproken door MESSINE, J., o.c.

(21) Ber. Gent, 8 december 1962, R.W. 1963-64, kol. 721.

(22) BEKAERT, H., o.c. ; FETTWEIS, A., o.c., p. 343.

(23) FETTWEIS, A., o.c., p. 356.

(24) MESSINE, J., o.c. ; FETTWEIS, A., o.c.

wet van 3 januari 1972 waarbij het openbaar ministerie in sommige gevallen een «*ordonnance pénale*» kan uitlokken. Het dossier wordt voorgelegd aan de politierechter die een beslissing neemt van vrijspraak, veroordeling of het dossier terug overmaakt aan het openbaar ministerie om vervolgingen in te stellen. Dit gebeurt buiten ieder debat en zonder dat de verdachte opgeroepen wordt. De verdachte en het openbaar ministerie kunnen zich echter wel verzetten tegen de uitvoering en dan wordt de normale procedure ingezet.

IV.2. Alhoewel het altijd moeilijk is een rangschikking op te stellen, menen wij dat het antwoord van Etienne HUYGHENS het best beantwoordt aan die vraag die gesteld was, gevolgd door Ludo DEPPE. Ik stel dan ook voor dat aan hen beiden de boekenbonds worden toegekend. Ook Serge TESSEUR verdient alleszins een eervolle vermelding.